
Le Monde INFORMATIQUE



RUBRIQUES hebdo

- [Quotidien](#)
- [Sommaire](#)

Create

- [Cette Semaine](#)
- [Techno Mag](#)

Les Archives
de réseaux-telecoms.net
R&T [CLIQUEZ ICI](#)

- [Guide LMI](#)
- [Infographies](#)
- [Enquêtes](#)
- [Parcours](#)
- [Entreprises](#)
- [ARCHIVES](#)
- [400 Cointes](#)
- [Classe Affaires](#)
- [Spécial](#)
- [Champs Libres](#)
- [Sans Frontières](#)
- [Services](#)
- [Contrepoints](#)
- [Abonnements](#)
- [Agenda](#)
- [Rédaction](#)
- [Publicité](#)
- [La "UNE"](#)
- [Mentions](#)

Légales

E-Mail [Rédaction Web](#)
E-Mail [Webmaster](#)
© IDG France 2000

Cette semaine dans
LMI:



ABONNEZ-VOUS

CETTE SEMAINE

ABONNEZ-VOUS

LES 2 ANS	Le Quotidien	LES 6 MOIS
POUR 103,67€	abonnez-vous	POUR 30,34€
	Guide LMI	La Poste

Un haut-débit service public

"L'Internet rapide pour tous ", en voilà une idée qu'elle est bonne et généreuse. Elle se place au coeur des débats de la cinquième édition des rencontres de l'Internet Society (Isoc) (1), organisée à Autrans par le chapitre français. Une idée d'une totale urgence qui a permis aux acteurs de l'Internet de partager de légitimes préoccupations autour des inégalités d'accès aux " gros tuyaux " du haut-débit. La révolution numérique gommara-t-elle toutes les inégalités ? La démocratie en ligne ne risque-t-elle pas de laisser beaucoup de monde sur le carreau ? Le Net n'est-il pas le nouveau terrain de la fracture numérique ? " De la double fracture numérique : sociale et géographique, renchérit Michel Bo, secrétaire général d'Isoc France. Les chances d'accès ne seront pas les mêmes pour tous. Cela répond à une logique économique qui exclut les plus démunis autant que les petites villes et le milieu rural ". Fracture sociale, donc : " Seules quelques dizaines de milliers d'internautes (15 % des foyers) ont accès en effet au haut-débit (câble, ADSL et bientôt BLR) et donc à de la vidéo et à des images numériques acceptables ", précise Jean-Louis Hubert, président de l'ART. Fracture géographique, aussi, car plus de 80 % des connectés sont des urbains.

En effet, rivés à leur calculette, les opérateurs rechignent à amener le haut-débit en zone rurale, créant de fait un réseau à deux vitesses : l'Internet des villes et l'Internet des champs. Jacques Chirac, à travers un message adressé à l'ensemble des participants, s'est personnellement inquiété " de voir le progrès profiter exclusivement aux grands pôles urbains et contribuer encore davantage à la division du territoire ". Le directeur de la branche développement de France Télécom, Jean-Jacques Damiaman, a pourtant été ferme à ce sujet : " l'opérateur historique ne souhaite pas investir en équipement dans les villes de moins de 15 000 habitants, pour des questions de rentabilité. Les villes de 15 000 habitants, quant à elles, ne seront pas équipées avant 2003 ". La rupture est consommée, et deux logiques s'affrontent de façon feutrée. D'un côté, investisseurs et opérateurs, de l'autre, PME-PMI, associatifs et élus qui voient à travers le Net de puissants moyens de télécommunications autant que de véritables outils d'aménagement du territoire et de citoyenneté.



Des gros tuyaux pour quoi faire ?

Le haut-débit se déploie tout juste (voir ci-contre), il faut compter avec le temps. Mais à y regarder de plus près, si la question de l'accès est capitale, celle de l'usage ne l'est pas moins. La notion de haut-débit n'ayant de sens qu'en regard des services et usages attendus (2). " Des gros tuyaux pour quoi faire ? ", se sont interrogés Daniel Kaplan et Jean-Michel Cornu de la Fondation pour l'Internet de nouvelle génération (Fing), et Olivier Iteanu de l'Internet Society. " Le haut-débit ne consiste pas seulement à faire plus rapide et plus fiable. Il ne s'agit pas non plus d'envoyer des flux d'information à des internautes passifs... ". " Gardons-nous aussi d'accoucher d'une société où l'on reçoit beaucoup et où l'on ne donne pas, intervient Bernard Benamou, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris. Avec 10 Mbit/s, on descend beaucoup de données, mais avec 1 Mbit/s on n'en remonte presque pas. " Autant dire que cela limite terriblement l'interactivité citoyenne. S'il faut se réjouir que l'architecture technique d'Internet soit participative et que de nombreuses associations ou organismes paritaires pèsent sur son évolution, on ne doit pas perdre de vue que le Net est aujourd'hui sous le contrôle d'entreprises privées dont la motivation première reste le profit et non une conception solidaire du devenir des hommes.

Plate-forme de convergence des télécoms, de l'audiovisuel et de l'informatique, l'Internet est à la fois un nouveau média, un fait de société et une révolution majeure qui doit se préserver de la tentation totalitaire propre à toute révolution technologique. L'Internet pour tous n'est pas le " tout-Internet ". Face à la froide logique des opérateurs, les acteurs de l'Internet cherchent leurs marques. Et autant dire la meilleure façon de se positionner dans le cadre de la future loi sur la société de l'information, dont il conviendrait sûrement de repousser les murs vers un haut-débit service public universel. Conformément aux vœux de Lionel Jospin, la mise en place d'une mission d'accès à Internet (7 000 points publics attendus d'ici à 2003) et l'offre de France Télécom d'une tarification forfaitaire facilitant l'accès illimité du grand public à Internet, vont timidement dans ce sens.

(1) <http://www.isoc.asso.fr/>

(2) D'après Jean-Charles Bourdier, " Nouveaux usages, nouveaux services ", LMI n° 870 du 27 octobre 2000.

Par **Daniel Chaput**

LIENS PARTENAIRES

Intel Réseaux et Communications:
Ajoutez simplement les [produits de Intel NetStructure.](#)
Dynamisez les transactions [d'e-commerce.](#)



© **Le Monde Informatique 2000** Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, des pages publiées sur ce site, faite sans l'autorisation de l'éditeur est illicite et constitue une contrefaçon.